

Jacques Delors, l'homme politique du noyau dirigeant de l'épiscopat

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Conférence épiscopale](#), [Eglise en France](#), [Perepiscopus](#)

Date : 30 janvier 2012



Le numéro 2482 du 15 janvier 2012 de *La Documentation catholique* consacre 13 pages (pp. 91 à 103, dont 6 sur lui et 7 de lui !) à la gloire du socialiste Jacques Delors, ministre de l'Économie, des Finances et du Budget de 1981 à 1984, président de la Commission européenne de 1985 à 1994 et père de Martine Aubry. A 3 mois de l'élection présidentielle, il faut avouer que c'est assez osé. Car *La Documentation catholique* ne se penche pas sur le paroissien du dimanche, mais bien sur l'homme politique :

- « rattaché à l'origine à la famille de pensée démocrate-chrétienne » ;
- « participe aux activités de "La Vie nouvelle", mouvement catholique d'inspiration personaliste qui joue un rôle essentiel dans l'émergence de la "deuxième gauche" » ;
- « en 1964, il suit le courant majoritaire non confessionnel du syndicat [chrétien], devenu Confédération française démocratique du travail (CFDT) dont il est depuis resté adhérent » ;
- « membre un temps du Parti socialiste unifié (PSU) ;
- « en 1974, il adhère au Parti socialiste ».

La Documentation catholique nous présente l'itinéraire politique de Jacques Delors comme l'image exemplaire du chrétien engagé en politique. Dans [Présent](#) du 27 janvier, Jean Madiran commente :

C'est aussi l'image non moins exemplaire du naufrage doctrinal de la démocratie-chrétienne en France et de sa disparition dans le socialisme. Cet écroulement a été provoqué par une *déconfessionnalisation* générale, astuce tactique navrante qui, au lieu

de christianiser la démocratie, a démocratisé le christianisme, aussi bien chez les protestants que chez les catholiques. En même temps, c'en fut la *socialisation*, c'est-à-dire, par soumission aux supposés « signes des temps », une adhésion progressive au Parti socialiste.

Lors de la rentrée de l'Institut catholique de Paris, présidée par le cardinal Vingt-Trois, les insignes de docteur *honoris causa* ont été décernés à Jacques Delors. Une telle « distinction », souligne *La Documentation catholique*, « première du genre remise par une université française à cet homme politique », couronne l'« engagement de toute une vie pour redonner sens à l'action collective », – en fait, l'action collective socialiste. Le recteur de l'Institut catholique de Paris a déclaré alors :

Vous incarnez les options prises par l'Eglise catholique au concile Vatican II.

On aimerait comprendre. S'agit-il du "*crime abominable de l'avortement*" condamné dans *Gaudium et Spes* ?

Ce soutien public du noyau dirigeant de l'épiscopat français est doublement scandaleux car il laisse croire que le socialisme, condamné par les papes, est compatible avec la foi catholique et il affirme que ce socialisme est un choix que l'Eglise a faite à Vatican II. Cette politisation du Concile, au moment où l'on va fêter les 50 ans de son ouverture, est une trahison.